

## IRAN-ARABIE SAOUDITE

## Le Moyen-Orient de tous les dangers

**La complexité de la situation régionale est telle que certains analystes tentent de parler de «guerre froide» entre Riyad et Téhéran**

L'exécution du cheikh Nimr s'identifie à une démonstration de force saoudienne qui ravive un contexte de tension dans les relations avec l'Iran, entretenue par les conflits qui secouent la région, en Irak, en Syrie et au Yémen, et par la tension à Bahreïn, et dans lesquels les deux pays sont directement ou indirectement impliqués. A cela s'ajoute la signature, le 14 juillet 2015, de l'accord nucléaire entre l'Iran et les 5+1 (5 membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne) qui ouvre la voie de la réhabilitation de l'Iran sur la scène internationale. Un «come-back» qui inquiète ses voisins.

**Le conflit du Yémen est une autre source de tension extrême entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. Mettant à profit la déconfiture de l'Etat central et la dispute du pouvoir entre tribus et groupes terroristes, les milices armées de la branche chiite (zaydite) houthie du nord du pays se sont lancées en 2013 à la conquête du pays. Au prétexte que la rébellion était manipulée par l'Iran, l'Arabie Saoudite a lancé, le 26 mars 2015, l'opération «Tempête décisive», une coalition de neuf pays musulmans, pour tenter de la mater.**

## Des conflits par procuration

En Syrie, à la lutte sans merci que se livrent le régime syrien soutenu par l'Iran, la Russie et les milices du Hezbollah libanais, et l'opposition hétéroclite mais majoritairement islamiste, soutenue par Riyad, Doha et Ankara, s'ajoutent la rivalité entre la Russie et la Turquie, membre de l'Otan, et la guerre déclarée d'Ankara contre les Kurdes, fer de lance de la lutte contre l'Etat islamique.

Au bout de presque 5 ans, le conflit a coûté la vie à plus de 250 000 personnes, en majorité des civils, et poussé plusieurs millions d'autres à l'exil. Le conflit éminemment politique a vite fait de revêtir l'aspect d'une lutte sans merci entre le régime chiite et l'opposition armée sunnite.

La tension actuelle entre Riyad et Téhéran arrive au mauvais moment et peut influencer négativement sur le processus de règlement de la crise syrienne qui a commencé ce mois de février 2016 à Genève. Les premières difficultés sont vite apparues dès le premier jour de négociations indirectes sous l'égide de l'émissaire spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura. Ardues et complexes, les négociations ont d'ailleurs été suspendues. Les Occidentaux et l'Otan imputent cet échec aux bombardements russes. Moscou dément.

Aujourd'hui, la volonté affichée par Ankara et Riyad d'envoyer des troupes en Syrie fait craindre une déflagration de la région comme cela ne s'est jamais passé auparavant et fait réagir fermement le pouvoir à Damas.

Le conflit du Yémen est une autre source de tension extrême entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. Mettant à profit la déconfiture de l'Etat central et la dispute du pouvoir entre tribus et groupes terroristes, les milices armées de la branche chiite (zaydite) houthie du nord du pays se sont lancées en 2013 à la conquête du pays. Au prétexte que la rébellion était manipulée par l'Iran, l'Arabie Saoudite a lancé, le 26 mars 2015, l'opération «Tempête décisive», une coalition de neuf pays musulmans, pour tenter de la mater. Depuis, la

coalition s'est enlisée dans un borbier même si son avantage aérien lui a permis de reconquérir, avec les troupes de Mansour Hadi au sol, de nombreuses localités, dont Sanaa.

Cette situation a permis aux organisations djihadistes d'Al-Qaïda et Daesh de renforcer leurs capacités guerrières qui visent, en priorité, les chiites houthis. Pour Riyad, le Yémen est une chasse gardée transformée par Téhéran en tête de pont du «croissant chiite», l'Iran étant le bastion de la menace chiite. Un cessez-le-feu décrété le 15 décembre 2015 sous l'égide du représentant de l'ONU au Yémen a été violé avant d'être abandonné par la coalition 15 jours à peine après son annonce. Depuis, les négociations sont suspendues et la guerre continue avec son lot de victimes et ses destructions dans un des pays les plus pauvres de la planète. La crise irano-saoudienne risque de remettre aux

calendes grecques une solution que tentent de trouver les Nations unies pour mettre fin à la dramatique situation du peuple yéménite. En moins d'un an, cette guerre a fait près de 6 000 morts, en majorité des civils, 28 000 blessés et 2 500 000 déplacés.

En Irak, l'Arabie Saoudite et l'Iran se trouvent mêlés dans un combat contre le même ennemi, l'organisation de l'Etat islamique. L'Arabie Saoudite participe au sein de la coalition de 66 pays constituée par les Etats-Unis, et les Pasdarans iraniens aux côtés des forces armées irakiennes et des milices chiites locales. L'EI a mis à profit la marginalisation de la communauté sunnite par l'Etat majoritairement chiite pour étendre ses tentacules au pays.

Enfin, face aux critiques émises ici et là par les pays occidentaux concernant le manque ou le peu d'engagement des Etats arabes, notamment du Golfe, dans la lutte antiterroriste, Riyad a annoncé, le 15 décembre 2015, la formation d'une coalition antiterroriste de 34 pays musulmans, à l'évidence tous majoritairement sunnites.

A cette occasion, le vice-prince héritier et ministre de la Défense, Mohamed Bin Selman, a expliqué que, contrairement à ce que l'on croit en Occident, ce sont les pays musulmans qui souffrent le plus du terrorisme, estimant que «le terrorisme est une maladie qui affecte le monde musulman encore plus que toute la communauté internationale». Il a précisé que cette coalition a pour objectif de combattre, non seulement Daesh, mais aussi tout autre groupe terroriste. Pour l'instant, on n'en sait pas davantage sur cette coalition dont seraient exclus l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Le Moyen-Orient, un laboratoire de guerre pour les puissances extérieures

Plus que pour ses ressources énergétiques, le Moyen-Orient est aujourd'hui le théâtre de redéploiement des puissances étrangères qui trouvent en la lutte antiterroriste un argument de taille pour se positionner en force dans le nouveau contexte international. Le fameux projet du Grand-

Moyen-Orient se dessine en filigrane de ces interférences étrangères à la région.

La guerre froide relevant du passé, les grandes puissances, notamment les Etats-Unis et la Russie, principale héritière de l'empire soviétique, prolongent au Moyen-Orient leurs rivalités traditionnelles.

L'aspect doctrinal ayant cédé le pas aux intérêts géostratégiques, chacun des deux camps avance ses pions, soutenu par des alliés locaux.

D'abord concernant les rapports des Etats-Unis avec la région et plus particulièrement l'Iran et l'Arabie Saoudite, on a constaté que le Président Obama tente de leur imprégner une nouvelle orientation vers un équilibre favorable à un désengagement militaire américain progressif de la région, comme ce fut le cas en Irak. Mais la crise du 2 janvier 2016 se présente comme un nouvel obstacle pouvant contrecarrer cette vision de Washington.

Pour rappel, les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite sont liés par le pacte de Quincy signé le 14 février 1945 par le Président Franklin Delano Roosevelt et le roi saoudien Abdel Aziz Ben Abderrahmane Al Saoud. Aux termes de cet accord, les USA s'engagent à assurer la protection de leur partenaire en contre-partie de l'approvisionnement énergétique de l'économie américaine, en priorité sur le reste du monde. C'est à cette époque qu'est née l'Arabian American Oil Company, contrôlée en grande partie par les géants américains du pétrole. Signé pour une durée de 60 ans, le pacte a été renouvelé pour la même période par le président W. Bush, en 2005.

Dans ce contexte, les importantes réserves et exportations pétrolières saoudiennes de brut ont permis à l'Arabie Saoudite de se prêter au rôle de pourvoyeur de pétrole à bon marché à ses partenaires occidentaux, notamment américains, souvent aux dépens des intérêts de ses partenaires au sein de l'Opep.

Par ailleurs, durant la guerre froide, Riyad a joué le rôle de partenaire fiable des USA dans la lutte contre le communisme dans la région. Mais la fidélité en politique est à géométrie variable. Depuis le début des années 2010, Riyad estime avoir été trahie par l'allié américain qui se rapproche de «l'ennemi iranien». Les reproches saoudiens sont nombreux et on peut en mentionner certains, comme la non-intervention américaine pour aider l'opposition syrienne à renverser le chiite Bachar Al Assad et ensuite et surtout la signature de l'accord nucléaire et la levée des sanctions y relatives.

A l'évidence, du côté de Téhéran, l'accord obtenu par Rohani et son ministre des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, est une victoire, malgré les concessions faites sur le programme nucléaire au Groupe des 5+1, en fait les USA. L'accord maintient les capacités iraniennes d'enrichissement local de l'uranium à des fins pacifiques et devrait avoir des effets favorables sur la popularité du camp modéré lors des législatives prochaines. Et c'est ce qui préoccupe les pays arabes et Israël. Ce dernier dispose pourtant et depuis longtemps de l'arsenal nucléaire, sans être inquiété outre mesure ni par l'Occident ni par l'AIEA.

Rappelons que l'accord permet, dès son entrée en vigueur, le 16 janvier 2016, de lever progressivement une grande partie des sanctions imposées à l'Iran par l'ONU, les Etats-Unis et l'Union européenne. La levée concernera surtout les sanctions financières et la vente du pétrole.

Le déblocage prévu de plus de 150 milliards de dollars permettra aux autorités

(2<sup>e</sup> partie et fin)

Par Mostefa Zeghlache

iraniennes de relancer l'économie nationale qui «menaçait ruine» et constituait une source potentielle d'instabilité sociale. Cette manne intéresse au plus haut point les pays occidentaux, y compris les USA et la France, le «faucou» des négociations, qui se bousculent à Téhéran pour arracher de juteux contrats d'investissement et commerciaux.

## L'aubaine de l'accord nucléaire et les soucis arabes

Longtemps paria de la communauté internationale, l'Iran est subitement devenu «pays honorable et fréquentable». En témoignent les visites du président Rohani en Italie les 25-26 janvier 2016 et en France les 27-28 janvier de la même année. La première s'est achevée par la signature de contrats avec des entreprises italiennes évalués à 17 milliards d'euros. La seconde a été marquée par l'achat de 118 Airbus pour 25 milliards de dollars et d'autres contrats pour Bouygues, Vinci et Aéroports de Paris, valant plusieurs milliards d'euros.

La Chine n'est pas restée inactive et son président a effectué, les 22 et 23 janvier 2016, une visite officielle en Iran qui s'est achevée par la signature de 17 documents et lettres d'intention pour relancer la coopération bilatérale. Pas moins de 36% du commerce extérieur iranien s'effectue avec la Chine pour un montant de 52 milliards en 2014. A l'issue de la visite du président Xi, les deux parties se sont engagées à porter le montant de leurs échanges commerciaux à 600 milliards de dollars en dix ans. Mais pour les pays arabes voisins de l'Iran, la levée des sanctions signifie plutôt une importante manne financière à sa disposition pour lui permettre de renforcer ses capacités de déstabilisation de la région. Certaines sources indiquent que le Hezbollah libanais recevrait de l'Iran environ 200 millions de dollars annuels et le régime syrien, en sus des «conseillers» militaires et de l'armement, une aide financière de 35 milliards de dollars par an.

Contrairement à son rival iranien qui semble avoir le vent en poupe et se déploie tous azimuts sur la scène internationale, l'Arabie Saoudite semble éprouver des difficultés, non seulement au plan interne et régional, mais également au plan international, en particulier avec son principal et traditionnel allié, les Etats-Unis d'Amérique.

## Inquiétude arabe justifiée ?

Dans le cadre de ses relations avec les pays de la région, l'Administration américaine est obligée de tenir compte de l'opinion publique nationale. Celle-ci retient des événements du 11 septembre 2001 que 15 des 19 terroristes impliqués étaient Saoudiens ! Par ailleurs, la découverte du programme nucléaire iranien a focalisé les intérêts de l'Administration américaine et Obama a fini par fixer cette question en tête des préoccupations de sa politique extérieure. Ce qui a irrité les dirigeants saoudiens qui n'ont pas hésité à exprimer clairement leur désapprobation au sujet du rapprochement entre Washington et Téhéran. Depuis, Riyad multiplie ses initiatives dans la région sans en informer au préalable son allié américain.

Ce fut d'abord le cas avec l'intervention au Yémen, en mars 2015. Ensuite, le souverain saoudien Selman s'est absenté au sommet de camp David organisé par Obama en mai de la même année.